Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

**ONU Conseil de sécurité – Briefing MONUSCO**

New York, le 27 mars 2024

Déclaration de la Suisse
Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, Bintou Keita, pour son exposé ainsi que pour tout le travail accompli par la MONUSCO. Permettez-moi également de remercier madame Jacquie-Anna d'avoir partagé ses observations. Je salue la présence des représentants de la RDC et du Rwanda à cette réunion. Nous condamnons fermement la récente attaque visant une position de la MONUSCO à Saké et souhaitons un prompt rétablissement aux soldats de la paix blessés.

Depuis notre dernière réunion le mois passé, la situation sécuritaire et humanitaire dans l'Est de la RDC s'est encore dégradée. Les attaques incessantes des ADF, CODECO et Zaire et les affrontements continus entre les FARDC et le M23, ont entrainé une augmentation considérable des pertes civiles. La crise humanitaire a atteint un niveau alarmant. A la fin du mois de février, la RDC comptait plus de 7 millions de personnes déplacées dans le pays. Cette situation est intenable et exige une action urgente et concertée.

A cet égard, j'aimerais souligner trois points :

Premièrement, seule une solution politique peut mener à un apaisement durable. Comme l'a souligné la Représentante spéciale aujourd'hui, le risque d'une nouvelle escalade et d'une transformation du conflit dans l'Est de la RDC en un conflit régional plus large est réel et croissant. Les activités des groupes armés opposés à des Etats de la région, de même que la militarisation accrue à l'Est du pays accentuent ce risque.

C'est pourquoi la Suisse appelle à nouveau les parties à reprendre les négociations, et à s'engager dans un processus politique crédible et inclusif. Nous saluons les efforts réalisés dans le cadre du Processus de Luanda. Nous encourageons les présidents Tshisekedi et Kagame à entamer un dialogue sincère et apaisé, dans les meilleurs délais.

Et c'est pourquoi nous réitérons encore une fois notre appel au Rwanda à cesser immédiatement tout soutien au M23 et à retirer ses soldats présents sur le territoire de la RDC. Dans le même temps, nous appelons à ce que le soutien apporté aux groupes armés, y inclus les FDLR, par certains éléments des FARDC cesse.

Deuxièmement, toute paix durable nécessite le respect du droit international et la protection des civils. La Suisse est particulièrement préoccupée par le changement de tactique du M23 dans le Nord Kivu, où le groupe établit ses bases dans des habitations civiles pour se protéger de frappes aériennes. La Suisse appelle toutes les parties au strict respect du droit international humanitaire et à prendre des mesures concrètes pour protéger la population civile. Nous regrettons la décision de la RDC de lever le moratoire sur la peine de mort, laquelle porte atteinte à la dignité humaine.

Par ailleurs, la Suisse est préoccupée par l'impact négatif du désengagement de la Mission du Sud Kivu sur la protection des civils. Nous prenons note de l'annonce du Ministre de l'intérieur de la RDC, réitérant la détermination de son gouvernement à assumer ses responsabilités dans la mise en œuvre du plan de désengagement de la MONUSCO. Pour cela, il est important que les Forces de défense et de sécurité congolaises soient rapidement déployées et qu'elles priorisent la protection des civils.

Troisièmement, si la RDC a la responsabilité première de protéger les civils, elle a également la responsabilité de protéger le personnel humanitaire et onusien. Pourtant, les positions des soldats de la paix continuent d'être la cible de nombreuses attaques. Nous constatons avec inquiétude qu'en plus du M23, les rapports de l'ONU indiquent que ces attaques sont également perpétrées par certains éléments des FARDC et des Wazalendo. Ces agissements constituent une menace pour la MONUSCO et l'empêchent de mettre en œuvre son mandat de protection des civils. Nous rappelons les responsabilités de l'état hôte d'amener les auteurs de tels actes devant la justice, conformément à la résolution 2589 de ce Conseil.

Madame la Présidente,

Les travailleurs humanitaires présents dans les zones touchées par le conflit continuent d'être menacés et visés par des attaques. Nous observons de telles attaques dans de nombreux contextes conflictuels à travers le monde. A cet égard, la Suisse œuvre actuellement en faveur d'une résolution de ce Conseil pour renforcer la protection du personnel humanitaire et onusien, y compris le personnel national et recruté localement.

Pour conclure, la Suisse reste engagée pour trouver une solution politique à la crise dans l'Est de la RDC. Nous réaffirmons notre disponibilité à soutenir les efforts diplomatiques et les discussions de paix sur le terrain. Nous appelons les membres de ce Conseil à parler d'une voie unie pour que ces efforts, notamment les efforts régionaux sous le chapitre VIII de la Charte, se concrétisent et mènent à une désescalade immédiate du conflit.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Madam President,

I would like to thank the Special Representative of the Secretary-General, Bintou Keita, for her presentation and for all the work accomplished by MONUSCO. I would also like to thank Ms Jacquie-Anna for sharing her observations. I welcome the presence of the representatives of the DRC and Rwanda at this meeting. We strongly condemn the recent attack on a MONUSCO position in Saké and wish a speedy recovery to the injured peacekeepers.

Since our meeting last month, the security and humanitarian situation in eastern DRC has continued to deteriorate. Incessant attacks by the ADF, CODECO and Zaire and ongoing clashes between the FARDC and the M23 have led to a considerable increase in civilian casualties. The humanitarian crisis has reached an alarming level. At the end of February, there were more than 7 million displaced people in the DRC. This situation is untenable and requires urgent and concerted action.

In this respect, I would like to highlight three points:

Firstly, only a political solution can lead to lasting peace. As the Special Representative underlined today, the risk of further escalation and transformation of the conflict in eastern DRC into a wider regional conflict is real and growing. The activities of armed groups opposed to States in the region, as well as the increased militarisation in the east of the country, accentuate this risk.

Switzerland therefore once again calls on the parties to resume negotiations and to commit to a credible and inclusive political process. We welcome the efforts made within the framework of the Luanda Process and encourage Presidents Tshisekedi and Kagame to engage in an inclusive and credible political dialogue.

We renew our call to Rwanda to immediately cease all support for the M23 and to withdraw its soldiers from DRC territory. At the same time, we call for an end to the support given to armed groups, including the FDLR, by certain elements of the FARDC.

Secondly, any lasting peace requires respect for international law and the protection of civilians. Switzerland is particularly concerned by the M23's change of tactics in North Kivu, where the group is establishing its bases in civilian homes to protect itself from airstrikes. Switzerland calls on all parties to strictly adhere to international humanitarian law and to take concrete measures to protect the civilian population. We regret the DRC's decision to lift the moratorium on the death penalty, which violates human dignity.

Switzerland is also concerned about the adverse impact of the Mission's disengagement from South Kivu on the protection of civilians. We take note of the announcement by the DRC Minister of the Interior, reiterating his government's determination to assume its responsibilities in implementing MONUSCO's disengagement plan. To this end, it is important that the Congolese defence and security forces are rapidly deployed and that they prioritise the protection of civilians.

Thirdly, while the DRC has the primary responsibility to protect civilians, it also has the responsibility to protect humanitarian and UN personnel. Yet the positions of peacekeepers continue to be the target of numerous attacks. We note with concern that, in addition to the M23, UN reports indicate that these attacks are also being perpetrated by elements of the FARDC and the Wazalendo. These actions pose a threat to MONUSCO and prevent it from fulfilling its mandate to protect civilians. We recall the responsibilities of the host state to bring perpetrators of such acts to justice, in accordance with Resolution 2589 of this Council.

Madam President,

Humanitarian workers in conflict-affected areas continue to be threatened and targeted by attacks. We see such attacks in many conflict situations around the world. With this in mind, Switzerland is currently advocating for a Council resolution to strengthen the protection of humanitarian and UN personnel, including national and locally recruited staff.

In conclusion, Switzerland remains committed to finding a political solution to the crisis in eastern DRC. We reaffirm our readiness to support diplomatic efforts and peace talks on the ground. We call on the members of this Council to speak with one voice so that these efforts, in particular the regional efforts under Chapter VIII of the Charter, become a reality and lead to an immediate de-escalation of the conflict.

Thank you.